

J'avais vu cela dans les journaux et le fait constaté ici m'avait tellement étonné que je pris la peine de me rendre au Ministère du Commerce afin de vérifier les chiffres et m'accuser qu'ils étaient exacts.

L'honorable M. McCALLUM: Quelle est l'excédent ?

L'honorable M. BOULTON: La différence qu'il y a entre 62,000,000 et 99,000,000, et cela pour six mois.

Une partie de ces chiffres se rapporte au commerce étranger, mais j'ai calculé la différence entre la valeur des articles importés pour la consommation et ceux qui furent exportés, provenant de la production nationale, et cette différence s'élève à 30,000,000. Prenant l'ensemble du mouvement commercial on constate que la valeur des exportations dépasse de 37,000,000 celle des importations.

Je soumetts ces faits simplement dans le but de les signaler à l'attention de cette honorable Chambre, et je considère qu'ils contiennent une ample justification pour le cri d'alarme qu'il me sembla être de mon devoir de pousser il y a six ou sept ans, lorsque je vis comment les intérêts du peuple de nos grands Territoires du Nord-Ouest, qui sont essentiellement agricoles, avaient à souffrir pour une ou plusieurs causes dont nous ne pouvions pas nous rendre bien compte. C'est alors que comme vous les avez, honorables Messieurs, bien que conservateur, je sortis des rangs du parti et pris une position indépendante de manière à pouvoir discuter librement cette question ce que vous m'avez permis de faire à maintes et maintes reprises dans cette enceinte en m'écoutant avec patience, ce dont je vous suis reconnaissant.

Je crois avoir produit devant cette honorable Chambre une si formidable collection de faits qu'elle se convaincra qu'il importe pour elle d'ouvrir les yeux et de se mettre à réfléchir ainsi qu'à raisonner pour son propre bénéfice. Il ne peut être avantageux d'avoir pendant vingt ans, importé plus que nous n'avons exporté, puis, d'exporter des produits pour 30,000,000 de plus que nous n'en importons.

S'il est avantageux pour l'Angleterre d'importer 40 pour 100 de plus qu'elle n'exporte et d'être malgré cela la nation la plus riche du monde, possédant le revenu le plus élastique possible ainsi que les moyens énormes d'amélioration qu'elle con-

trôle, le contraire ne saurait être également avantageux pour le Canada.

Les États-Unis, je dois le reconnaître, suivent la même politique que le peuple canadien; ils exportent des produits pour une valeur de \$300,000,000 de plus qu'ils n'en importent. Mais si le peuple des États-Unis exportait proportionnellement autant que nous l'avons fait pendant les derniers six mois, il enverrait à l'étranger des marchandises valant \$350,000,000 de plus qu'il n'en importe, et ce seraient là, je crois, des chiffres suffisamment élevés pour créer l'alarme même dans ce pays qui semble pourtant si inféodé au système protecteur.

Je ne crois pas devoir mettre davantage à l'épreuve la patience de cette Chambre en discutant plus longtemps la question commerciale. J'aimerais avant de terminer, soumettre un amendement à l'Adresse; j'ignore s'il serait sage de prolonger le débat.

L'Adresse dit:—

Je suis heureux de savoir que le commerce du Canada et plus spécialement le montant et la valeur de nos principaux articles d'exportation, ont fortement augmenté durant les dix-huit derniers mois.

Je désire ajouter les mots:—

Mais je regrette que les importations du Canada en retour de ces exportations n'aient pas suivi une progression proportionnée au volume des exportations des produits agricoles du pays.

L'honorable M. MILLS: Si l'excédent a été consacré à la liquidation de notre dette à l'étranger, l'honorable sénateur ne doit pas le regretter.

L'honorable M. BOULTON: Non, mais s'il a été absorbé par la spéculation faite sur les actions du chemin de fer canadien du Pacifique ou sur d'autres valeurs, alors je le déplore, et ce qui plus est, l'honorable Ministre sait que le fardeau d'acquitter les dettes nationales ne devrait pas être imposé de manière à frapper les produits nécessaires au peuple. Si je soumetts cette modification, cela lui permettra de dire exactement où ce surplus est allé.

Il y a un autre point que j'ai oublié de signaler à l'attention de l'honorable Ministre, et c'est au sujet de la gendarmerie à cheval, le Gouvernement ayant jugé nécessaire d'en envoyer un très fort détachement dans le but de contribuer à l'observation de la loi et de l'ordre dans la région du Yukon. Toute dépense qu'il